

PRÉFET DE L'ISÈRE

Direction Départementale des Territoires

Service études et territoires

Affaire suivie par : Philippe Serret

Tél. : 04 56 59 45 65

Fax : 06 56 59 46 04

Courriel : philippe.serret@isere.gouv.fr

P.-J. Documents de servitudes d'utilité publique (liste et plan)

Grenoble, le - 1 OCT. 2013

Le préfet,

à

Monsieur le maire de

SAINT-MAXIMIN



Je vous ai adressé par courrier du 27 novembre 2012 le dossier de porter à connaissance réalisé pour la révision de votre plan d'occupation des sols, valant élaboration du plan local d'urbanisme.

Conformément aux articles L.121-2 et R.121-1 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les informations complémentaires sur les documents de servitudes d'utilité publique (liste et plan) concernant votre commune.

Ces nouveaux documents annulent et remplacent ceux d'avril 1998.

Les principales modifications portent sur

- la servitude AS1 : mise à jour des captages « GRAND PRÉ », « SERVE », « CRET, » « COMBE » et « ROSSAN ».
- la servitude PT3 : mise à jour du câble fibre optique RG.38268FO.

Les services de l'État, chacun pour ce qui le concerne, et plus particulièrement la direction départementale des territoires - service études et territoires et le service d'aménagement sud-est, demeurent à votre disposition pour tout complément d'information.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Frédéric PERISSAT

**LISTE RECAPITULATIVE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE (SUP)**

Etablie en : septembre 2013  
Commune n° 426 : SAINT MAXIMIN

Frédéric PERISSAT

**POUR INFORMATION**

**1) Bois et forêts relevant du régime forestier reportés pour information. La servitude A1 a été abrogée par la loi d'Orientation Forestière de 2001.**

Services responsables :

Direction Départementale des Territoires (DDT) – Service Environnement (SE)  
Office National des Forêts (ONF)

Dénomination ou lieu d'application :

- 1) forêt communale de Saint Maximin (n° 1 au plan)
- 2) forêt communale de Pontcharra (n°2 au plan)
- 3) forêt communale de Le Moutaret (n° 3 au plan)
- 4) forêt communale de Glapigneux (n° 4 au plan)

Actes d'institution :

- 1,2,3,4 décision ministérielle du 01.07.1845

**\* A 4 \* TERRAINS RIVERAINS DES COURS D'EAU NON DOMANIAUX**

Références :

a) Textes relatifs aux servitudes de passage instaurées sur le fondement des articles :

- article L 211-7 (i) du code de l'environnement
- article L 151-37-1 et articles R 152-29 à R 152-35 du code rural

b) Textes relatifs aux anciennes servitudes dites « de libre passage des engins d'entretien dans le lit ou sur les berges des cours d'eau non domaniaux ».

- article L 211-7 (IV) du code de l'environnement conférant aux servitudes instaurées en application du décret n°59-96 du 7 janvier 1959 valeur de servitudes au sens de l'article L 151-37-1 du code rural, sous réserve des décisions de justice passées en force de chose jugée
- article L 151-37-1 et articles R 152-29 à R 152-35 du code rural

Services responsables :

Direction Départementale des Territoires (DDT) – Service Environnement (SE)

Dénomination ou lieu d'application :

- tous les cours d'eau

Actes d'institution :

- Article L 215-18 du code de l'environnement

**\*AC 1\* PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES**

Références :

Textes relatifs aux mesures de classement

- Code du patrimoine : articles L. 621-1 à L. 621-22
- Décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (articles 9 à 18).

Textes relatifs aux mesures d'inscription

- Code du patrimoine : articles L. 621-25 à L. 621-29
- Décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (articles 34 à 40).

Textes relatifs aux périmètres de protection de 500 m autour de l'immeuble classé ou inscrit

- Code du patrimoine : articles L. 621-30-1 (1er alinéa) et L. 621-31

Textes relatifs aux périmètres de protection étendus ou adaptés (relatifs aux PPA introduits par l'ordonnance n°2005-1128 du 8 septembre 2005 relative aux monuments historiques et espaces protégés) :

- Code du patrimoine : articles L. 621-30-1 (alinéa 2) et L. 621-31
- Décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (articles 49 et 51)

Textes relatifs aux périmètres de protection modifiés

- Code du patrimoine : articles L. 621-30-1 (alinéa 3) et L. 621-31
- Décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (articles 50 et 51)

Services gestionnaire

Ministère en charge des affaires culturelles

Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine de l'Isère (STAP)

Dénomination ou lieu d'application :

- **1) ruines du château de Bayard**
- **2) tour d'Avalon – section B – parcelle n° 1505 pour 20a 95ca**

Actes d'institution :

- 1) monument historique classé – arrêté du 28.01.1915
- 2) arrêté SGAR n° 92.340 d'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 05.10.1992

**\* AS 1 \* INSTAURATION DE PERIMETRES DE PROTECTION DES EAUX POTABLES ET DES EAUX MINERALES**

Références :

a) Textes relatifs aux eaux destinés à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales

- Code de l'environnement (article L 215-13)
- Code de la Santé Publique (articles L.1321-2 et L 1321-2-1, R.1321-6 à R.1321-13)
- Circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection
- Guide technique – protection des captages d'eau, publié en mai 2008 et consultable sur le site internet du ministère de la santé

b) Textes relatifs aux eaux minérales :

- Code de la Santé Publique (articles L.1322-3 à L 1322-13 et articles R.1322-17 et suivants)
- Arrêté du 26 février 2007 relatif à la constitution des dossiers de demande de déclaration d'intérêt public d'une source minérale naturelle, d'assignation d'un périmètre de protection et de travaux dans le périmètre de protection
- Circulaire DGS/EA4 n°2008-30 du 31 janvier 2008, relative à la sécurité sanitaire des eaux minérales naturelles et son annexe III
- Circulaire DGS n°2001/305 du 2 juillet 2001, relative à l'opération de mise à jour par le BRGM des coordonnées Lambert II étendues et des codes de la banque de données du sous-sol (BSS) des captages d'eau.

Services responsables :

Ministère chargé de la santé

Délégation Territoriale Départementale de l'Isère de l'Agence Régionale de Santé – Service Environnement Santé (DT38 ARS)

Dénomination ou lieu d'application :

- **1) captage Grand Pré**

- 2) captage de la Serve
- 3) captage du Crêt
- 4) captage de la Combe
- 5) captage du Rossan
- 

Actes d'institution :

- 1) arrêté préfectoral n°2011301-0015 du 28.10.2011
- 2) arrêté préfectoral n°2011301-0014 du 28.10.2011
- 3) arrêté préfectoral n°2011301-0017 du 28.10.2011
- 4) arrêté préfectoral n°2011301-0016 du 28.10.2011
- 5) arrêté préfectoral n°2011301-0018 du 28.10.2011

**\* I 2 \* UTILISATION DE L'ENERGIE DES MAREES, LACS ET COURS D'EAU EN FAVEUR DES CONCESSIONNAIRES D'OUVRAGES DECLARES D'UTILITE PUBLIQUE - AQUEDUC SUBMERSION ET OCCUPATION TEMPORAIRE**

Références :

- Loi du 16.10.19 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique modifiée par la loi 80.531 du 15.07.80 (article 4)
- Loi 64.1245 du 16.12.64 (aqueduc), articles 123 nouveau à 125 du Code rural,
- Décret 60.619 du 20.06.60,
- Décret 70.492 du 11.06.70, chapitre 1 (application de l'article 35 modifié de la loi 46.628 du 08.04.46),
- Circulaire 70.13 du 24.06.70.

Services responsables :

Ministère en charge de l'énergie

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) – Unité Territoriale de l'Isère (UT38)

Transporteur/exploitant :

EDF/SIRA TERTIAIRE Service PFA - Pôle Réalisations Grenoble  
37, rue Diderot BP 43 - 38040 GRENOBLE CEDEX

Dénomination ou lieu d'application :

- 1) centrale du Breda – tunnel et chambre d'eau
- 2) centrale de Pontcharra – conduite forcée, galerie d'amenée, cheminée
- 3) chute Arc-Isère – submersion et occupation temporaire

Acte d'institution :

- 1) arrêté préfectoral du 16.12.1899
- 2) décret du 22.06.1966
- 3) décret du 10.02.1976

**\* I4 \* CANALISATIONS ELECTRIQUES (Ouvrages du réseau d'alimentation générale et des réseaux de distribution publique), ANCRAGE, APPUI, PASSAGE, ELAGAGE ET ABATTAGE D'ARBRES**

Références :

- Loi du 15.06.1906 (articles 12 et 12bis) modifiée
- Loi de finances du 13 juillet 1925 (article 298)
- Loi n° 46.628 du 8 avril 1946 (article 35) modifiée
- Décret n° 67.886 du 6 octobre 1967 (articles 1 à 4)
- Décret n° 70.492 du 1 juin 1970 modifié

Services responsables :

Ministère en charge de l'énergie

> 50 kV

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du logement (DREAL) – Unité Territoriale de l'Isère (UT38)

**RT.E. - TERA - GIMR**

5 rue des Cuirassiers TSA 30111 - 69399 LYON CEDEX 03

Exploitant des ouvrages (à consulter pour autorisations diverses)

**RTE TERA GET SAVOIE**

455 Avenue du Pont-de-Rhone – BP.12

73200 ALBERTVILLE cedex

< 50 kV

Distributeur ErDF/et ou Régies

**ERDF unité ALPES DAUPHINE**

11 rue Félix Esclançon

38000 GRENOBLE

Dénomination ou lieu d'application :

- 1) THT 400kV- le Cheylas – Grande Ile
- 2) THT 225kV- Froges – Grande Ile – Merciers
- 3) HT 63 kV – Pontcharra-Grande Ile
- 4) HT/MT 63/10 – Pontcharra – Moulin Vieux
- 5) MT diverses, aériennes et enterrées

Actes d'institution

- 1) DUP du 23.03.1977

- 2) DUP du 08.10.1978

**\* INT 1 \* VOISINAGE DES CIMETIERES**

Références :

- Articles L 2223-5 et R 2223-7 du code général des collectivités territoriales

- Article R 425-13 du code de l'urbanisme

Services responsables :

Ministère de l'Intérieur, Direction Générale des Collectivités Locales.

Dénomination ou lieu d'application :

- Cimetière communal

**\* PT1 \* TRANSMISSIONS RADIO-ELECTRIQUES (Protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques)**

Références :

- Articles L. 57 à L. 62-1 du code des postes et des communications électroniques,

- Article L. 5113-1 du code de la défense,

- Articles R. 27 à R. 39 du code des postes et des communications électroniques,

- Arrêté du 21 août 1953 modifié relatif à l'établissement de la liste et des caractéristiques du matériel électrique dont la mise en service, la modification ou la transformation sont soumises à autorisation préalable dans les zones de garde radioélectrique.

**\* PT1-PTT \***

Services responsables :

- Ministère en charge des communications électroniques

- ORANGE UPR SE / IRM / FH : 2 Chemin des Têts BP 40377 74012 ANNECY Cedex

- Agence Nationale des Fréquences (ANFR)

Direction Technique du Contrôle du Spectre et Gestion du Réseau (DTCG)

BP 400 - 78, Av. Général de Gaule -94704 MAISONS -ALFORT CEDEX

Dénomination ou lieu d'application :



- 1) SH « Allevard BRAMEFARINE » (ANFR 0380220008) – zone de garde et de protection
- 2) SH « La Chapelle Blanche - Villard Martin » (73.22.088) – zone de garde et de protection

Actes d'institution :

- 1) décret du 14.04.1972

**\* PT 2 \* TRANSMISSIONS RADIO-ELECTRIQUES (Protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'État)**

Références :

- Articles L 54 à L 56-1 du code des postes et communications électroniques
- Article L 5113-1 du code de la défense
- Articles R 21 à R 26 et R 39 du Code des Postes et communications électroniques

**\* PT2-PTT**

Services responsables :

- Ministère en charge des communications électroniques
- ORANGE UPR SE / IRM / FH : 2 Chemin des Têts BP 40377 74012 ANNECY Cedex
- Agence Nationale des Fréquences (ANFR)  
Direction Technique du Contrôle du Spectre et Gestion du Réseau (DTCG)  
BP 400 - 78, Av. Général de Gaule -94704 MAISONS -ALFORT CEDEX

Dénomination ou lieu d'application :

- SH »Allevard Bramefarine » (ANFR 0380220008)- zone secondaire de dégagement (hauteur obstacles : 25m)

Acte d'institution :

- décret du 08.02.1972

**\* PT 3 \* COMMUNICATIONS TELEPHONIQUES ET TELEGRAPHIQUES (Établissement, entretien et fonctionnement des installations)**

Références :

- Articles L 46 à L 53 et D 408 à D 411 du Code des Postes et Télécommunications.

Services responsables :

- Ministère en charge des communications électroniques
- « ORANGE», UPR SE 8 rue du Dauphiné 69424 LYON Cedex 03

Dénomination ou lieu d'application :

- câble fibre optique – RG 38268FO